

CULTURE | CHRONIQUE

PAR MICHEL GUERRIN

## Arrêtons de construire!

**C'**est une manie de la culture en France. Construire des lieux, empiler les théâtres, musées, centres d'art, salles de concerts. Sous Jack Lang, dans les années 1980-1990, cette politique des « grands travaux » était nécessaire tant le retard était lourd. Le ministre de la culture a pu le faire car son budget était alors en forte hausse.

Le problème est qu'une fois ces lieux construits, il faut les faire tourner. Quand le budget ne suit pas, ce qui est le cas depuis une bonne dizaine d'années, l'équation devient insoluble. Un ministre voit ainsi près de 90 % de ses moyens engloutis avant même de lever le petit doigt. Il est même contraint de demander à tous les vaisseaux culturels de dégager toujours plus de ressources propres et de mécénat, quitte à fragiliser sa mission de service public.

Aussi les experts disent qu'il faut arrêter de construire et mieux faire vivre ce qui existe. Et pourtant, la ministre Françoise Nyssen lance trois projets alors même qu'Emmanuel Macron, confirmant une « promesse » de campagne, n'a pas donné un euro de plus à la culture. Premier projet, un Centre national de la musique, serpent de mer évoqué depuis trente ans, abandonné par la ministre Aurélie Filippetti en 2012, devrait voir le jour en 2019. L'objectif est louable: soutenir, notamment financièrement, une musique française saignée par le piratage. Aucun chiffre n'est donné mais l'aide de l'Etat ne devrait pas être sous les 50 millions.

### Bonnes et mauvaises raisons

Autre projet, l'annonce par François Hollande en octobre 2016, peu avant son départ de l'Élysée, d'une Cité du théâtre qui verrait le jour aux ateliers Berthier, situés dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Trois entités devraient occuper 20 000 mètres carrés d'entrepôts: le Conservatoire national d'art dramatique, qui forme des comédiens d'élite, mais qui est trop à l'étroit dans ses locaux, par ailleurs vétustes, du 9<sup>e</sup> arrondissement; la Comédie-Française, qui gagnera une salle modulable; le Théâtre de l'Odéon, qui dispose déjà à Berthier d'une salle de 500 places, à laquelle s'ajouteront deux salles de répétition.

Berthier est pour l'instant occupé par des ateliers de décors de l'Opéra de Paris. Ce dernier, devant quitter la place, aura en compensation une salle modulable de 800 places qui sera construite sur son site de Bastille. L'addition? 90 millions pour La Cité du théâtre, 60 millions pour l'Opéra.

Il y a de bonnes raisons de créer ces lieux. Et autant de les trouver déraisonnables. Pour la Cité du théâtre, la Cour des comptes a dit ses réticences. Quant au Centre national de la musique, sa justification est fragile. Car ses locataires n'ont rien en commun, entre une musique classique fortement subventionnée, et une musique pop, rock, jazz portée par des entreprises privées. Ajoutons que des petits producteurs et maisons de disques craignent que l'argent distribué profite surtout aux gros poissons de l'industrie musicale.

**ON SE DEMANDE  
QUI VA TRINQUER  
POUR DÉGAGER  
DES CENTAINES DE  
MILLIONS D'EUROS**

**LA MINISTRE LANCE  
TROIS PROJETS  
ALORS MÊME QUE  
MACRON N'A PAS  
DONNÉ UN EURO DE  
PLUS À LA CULTURE**

Et puis ces projets ne cadrent pas avec les priorités de Françoise Nyssen. La ministre répète partout que les subsides de l'Etat profitent bien trop à Paris et pas assez aux régions. Sa réponse est d'envoyer des tableaux ou spectacles parisiens sur les routes de France. Le problème est que les structures culturelles en région y voient surtout de la condescendance de l'Etat et attendent de lui une tout autre réponse: qu'il arrête de couper dans leurs budgets. Alors si en plus la ministre crée trois structures toutes à Paris, cela fera désordre.

La ministre martèle aussi que sa priorité est de toucher les exclus de la culture. En principe, quand on a une priorité, on y met tous les moyens. Ainsi, il faudra trouver 400 millions d'euros par an pour financer le Pass culture, mis en place à l'automne (500 euros en bons d'achat pour chaque jeune le jour de ses 18 ans). Il faudra trouver des centaines d'autres millions pour vivifier la création dans les banlieues, l'art à l'école, les bibliothèques, des projets de proximité...

Il est vrai que tout ministre de la culture pense qu'il n'a pas réussi s'il ne construit pas. Mais là, on se demande qui va trinquer pour dégager des centaines de millions. L'Opéra de Paris serait dans la ligne de mire: les 60 millions promis pour construire sa salle modulable, on lui demanderait de les emprunter. Le motif est assez clair: l'Opéra est riche et s'adresse surtout à un public de riches. Mais ce scénario risque de mettre la vénérable maison en fusion, d'autant que les personnels y sont plus chauds qu'à la SNCF.

Evidemment, la solution, disent les amoureux de la culture, est d'augmenter le budget du ministère, ces derniers s'asseyant sur une dette publique qui avoisine les 2200 milliards d'euros. Prenons les choses autrement. En trente ans, le nombre de projets culturels lancés, remaniés, interrompus, ralentis, abandonnés, avec leur lot d'études mises au placard et de coûts qui explosent, donne ce résultat: nous avons jeté par la fenêtre des centaines de millions d'euros.

Un exemple parmi des dizaines. La maison de la culture de Bourges, magnifique bâtiment de brique rouge avec bas-reliefs des années 1930, est inaugurée en 1963 par André Malraux. Elle ferme en 2009 pour rénovation. Des experts s'étripent, l'intérieur est éventré, le sol creusé. On trouve des thermes gallo-romains. L'Etat impose des fouilles, la facture passe de 12 millions à 33 millions d'euros. Le maire dit stop. Depuis, le bâtiment est un squelette, sans pour autant que les fouilles soient faites.

Françoise Nyssen a posé, en avril, la première pierre d'une autre maison de la culture à Bourges, proche de l'autre, pour 40 millions environ et une ouverture en 2020. Lors de la cérémonie, elle a loué l'opération. Mais avec un bâtiment en déshérence, une ardoise qui a enflé, de l'argent parti en fumée et des Berryers privés de maison de la culture pendant plus de dix ans, on peut aussi appeler cela un fiasco. ■